

PLAN DE PREVENTION CH saint Affrique

SOMMAIRE

1. RENSIGNEMENTS ADMINISTRATIFS
2. LES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION
3. MESURES D'ACCES AVANT TRAVAUX
4. MESURES DE PREVENTION EN PHASE CHANTIER
5. TRAVAUX AVEC MOYENS DE LEVAGE , DE MANUTENTION ET D'ELEVATION DE PERSONNEL
6. PROCEDURE EN CAS D'ACCIDENT
7. VALIDATION DU PLAN DE PREVENTION

1/RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

SDH

- Etablissement de : Centre hospitalier emile borel
- Adresse : 88 Avenue Lucien Galtier, 12400 Saint-Affrique
- Téléphone : • 05 65 49 70 22
- Représentée par Mme Sauvaire
- Fonction : directrice

SERVICES / n° D'URGENCE

Sapeur Pompiers

☎: 18

Police Secours

☎: 17

Services Hospitaliers

Hôpital Urgences Samu

☎: 15

2/ LES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

- **Eviter les risques**
- **Evaluer les risques qui ne peuvent être évités**
- **Combattre les risques à la source**
- **Tenir compte de l'état d'évolution de la technique**
- **Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux**
- **Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants**
- **Prendre les mesures de protections collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protections individuelles.**

3/ MESURES D'ACCES AVANT TRAVAUX

- Avant tout commencement de travaux **l'Entreprise Intervenant** devra prévenir le service technique et faire une analyse de risques et s'assurer que les travaux soient réalisables en sécurité
- . Pharmacie et bloc sont sécurisé il faut impérativement prévoir l'intervention avant d'accéder.

4/ MESURES DE PREVENTION EN PHASE CHANTIER

- Le chantier doit être conforme à la réglementation en vigueur concernant la protection des travailleurs. Il doit toujours être sécurisé pour les travailleurs et l'activité avoisinante.
- Les zones de travail et de stockage doivent être balisées.
- Toutes les mesures de protection et de prévention doivent être prises.

En fin de chantier les zones de travail et de stockage seront entièrement nettoyées et laissées parfaitement propres.

4.1/ Travaux dans parties accessibles au public

A/ Gestion des interfaces avec le public (résidents, employés SDH visiteurs etc)

- L'entreprise doit mettre en œuvre les moyens adaptés pour éviter toute interface avec le public de telle manière que celui-ci ne se trouve en contact physique avec les travaux à réaliser.
- Les mesures de prévention conformes à la réglementation en vigueur devront être appliquées par le personnel des entreprises et les adapter aux besoins du chantier.

B/ Mesure d'hygiène et de propreté

Chaque entreprise a pour obligation de mettre en place des équipements de récupération de déchets de telle sorte que ces derniers soient évacués rapidement.

Obligations des entreprises :

1. maintenir les passages et accès propres et dégagés de tout obstacle.
2. mettre en place des bâches de protection de sol pour les parties communes.
3. mettre en place des écrans anti poussières et projections de gravats.
4. laisser la zone de travaux propre à chaque fin de ½ journée.

4.2/ Travaux dans locaux techniques, sous station,

- L'entreprise intervenante se doit d'avoir du personnel qualifié et habilité pour toute intervention sur des équipements nécessitant une formation adéquate.
- Elle se doit de pouvoir présenter les attestations de formation de tout son personnel intervenant sur les installations.
- L'entreprise se doit de faire respecter à son personnel les consignes de sécurité lors des interventions.
- Analyse de risques.
- Utilisation de matériel conforme à la réglementation et en état.

4.3/ Travaux de maintenance d'ascenseurs.

Obligation SDH

- Information préalable pour les utilisateurs des ascenseurs.

Obligation de l'entreprise intervenante.

- Mise en place des protections collectives pour les travaux sur porte palière ouverte cabine en position supérieure au poste de travail.
- Mise en place des équipements de protection contre les chutes de hauteur pour l'intervenant.
- Condamnation électrique du système.
- Personnel ayant les habilitations nécessaires.
- Analyse de risques en fonction des travaux et des interfaces lors de la visite préalable.
- Respecter les mesures d'hygiène décrites dans le plan de prévention.
- Obligation d'informer la **SDH** en cas de dépassement de temps d'intervention.
- Matériel utilisé conforme à la réglementation et en excellent état.
- Respecter les consignes de sécurité pour les interventions sur tous les équipements soumis à tension électrique et pièces en mouvement.
- Affichage des périodes de travaux sur le ou les ascenseurs.

4.4/ Travaux intérieurs

- L'entreprise doit mettre en œuvre les moyens adaptés pour la protection des usagers dans les parties communes contre les risques suivants.

1. chute d'objet
2. projections de produits
3. projections de poussières
4. risque électrique
5. glissade, chute de plain pied.
6. chute de hauteur.
7. risque incendie
8. risque explosion

REMARQUE

Pour les travaux sur les halls de grande hauteur l'entreprise doit tenir compte de la réglementation en vigueur pour les travaux en hauteur.

5 TRAVAUX AVEC MOYENS DE LEVAGE, DE MANUTENTION ET APPAREILS D'ELEVATION DE PERSONNEL

Toute entreprise devant faire appel à des moyens de levage type grue automotrice, engins de manutention lourds devra appliquer les mesures suivantes.

- Respect de la réglementation en vigueur concernant les engins de levage.
- Elaboration d'un plan de levage.
- Rédaction d'un mode opératoire.
- PV de vérification de l'état de conservation valide.
- Balisage de la zone de levage et de manutention
- Personnel surveillant au sol.
- Personnel formé aux techniques de levage et de manutention.

6 / PROCEDURE EN CAS D'ACCIDENT.

**EN CAS D'ACCIDENT
COMPOSER LE
15**

- SAMU : Tél : 15

- Gendarmerie/ police: Tél : 17

- Interruption immédiate des travaux.
- Protéger la victime
- Faire cesser le risque avoisinant si le cas
- Si présence d'un SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL pratiquer les premiers gestes de secours.

LA SDH DOIT ETRE INFORMEE IMMEDIATEMENT ET AU PLUS TARD DANS L'HEURE QUI SUIVRA L'ACCIDENT

7/ VALIDATION DU PLAN DE PREVENTION

NOM	COLLECTIVITES OU ENTREPRISES	QUALITE	SIGNATURE